



Le triangle Union européenne- Serbie-Kosovo : Le pouvoir normatif fonctionne-t-il ?

Laura M. Herța

Université Babeș-Bolyai, Faculté d'Études européennes, Roumanie

laura.herta@ubbcluj.ro

<https://orcid.org/0000-0002-1101-9693>



Reçu le 30-11-2023 / Évalué le 10-12-2023 / Accepté le 15-12-2023

Résumé

Cet article se concentre sur les mécanismes de résolution et de transformation des conflits de l'Union européenne ainsi que sur les mérites et les inconvénients de ces derniers dans la réconciliation post-conflit. En outre, notre objectif est de discuter le rôle normatif de l'Union européenne au niveau régional et d'analyser ses efforts et sa capacité pour établir et diffuser des normes destinées à remodeler le comportement de l'État en favorisant la transformation des conflits et la réconciliation. L'étude de cas portera sur les relations serbo-kosovares, dans le cas desquelles le phénomène étudié a engendré des résultats distinctifs et qui connaissent toujours des évolutions méritant d'être suivies.

Mots-clés : Union européenne, Serbie, Kosovo, pouvoir normatif, résolution des conflits

Triunghiul UE-Serbia-Kosovo: Funcționează puterea normativă?

Rezumat

Acest articol se concentrează pe mecanismele de soluționare și transformare a conflictelor ale Uniunii Europene și pe meritele și dezavantajele acestora în reconcilierea post-conflict. Mai mult, ne propunem să discutăm rolul normativ al UE la nivel regional și să analizăm eforturile și capacitatea acestora de a stabili și disemina norme menite să remodeleze comportamentul statului prin promovarea transformării conflictului și a reconcilierii. Studiul de caz se va concentra pe relațiile sârbo-kosovare, un subiect în cazul căruia fenomenul pe care l-am studiat a dat naștere unor rezultate aparte, cu o evoluție care merită să fie monitorizată.

Cuvinte cheie: Uniunea Europeană, Serbia, Kosovo, putere normativă, soluționarea conflictelor

The EU-Serbia-Kosovo triangle: Does normative power work?

Abstract

This article focuses on the European Union's conflict resolution and conflict transformation mechanisms and their merits and drawbacks in post-conflict reconciliation. Furthermore, we aim to discuss the normative role of the EU at the regional level and analyse its efforts and capacity to establish and disseminate norms intended to reshape state behaviour by promoting conflict transformation and reconciliation. The case study will focus on Serbian-Kosovar relations, namely a topic in the case of which the phenomenon subjected to our analysis has met with distinctive results, whose continuity is worthy of further pursuit.

Keywords: European Union, Serbia, Kosovo, normative power, conflict resolution

Introduction

Ian Manners a introduit l'idée d'une « Europe du pouvoir normatif » en 2002 et a expliqué comment les normes de l'UE sont diffusées. Il a construit son argumentation sur la distinction de Rosencrance entre le pouvoir normatif (qui fixe les normes mondiales) et le pouvoir empirique (qui est centré sur la domination physique ou la conquête). Selon Rosencrance, « les réalisations de l'Europe sont normatives plutôt qu'empiriques [...] » (Rosencrance, 2002 : 238). La socialisation est le mécanisme par lequel, au sein de la société internationale des États, les préférences pour certaines normes deviennent évidentes pour tous les « imitateurs de normes » potentiels. Ensuite, l'adhésion aux normes est induite et les comportements sont façonnés. La socialisation produit la conformité, ce qui implique ce que Robert Axelrod appelle la « preuve sociale » qui « s'applique à ce que les gens décident d'être un comportement correct » (Axelrod, 1986 : 80). L'objectif principal de cette étude est d'évaluer le pouvoir normatif de l'UE et son potentiel de résolution des conflits dans le cas des relations serbo-kosovares. Les principales questions de recherche qui structurent cet article sont les suivantes : Quelle est l'efficacité des outils de résolution des conflits de l'UE face aux rivalités ethniques ? La promotion des normes et valeurs démocratiques constitue-t-elle une réponse efficace aux conflits ethniques et à la violence sociale ? Le pouvoir normatif de l'UE a-t-il un impact positif sur les relations serbo-kosovares ?

L'Union européenne, pouvoir normatif et outils pour la transformation des conflits

Le Traité de Maastricht de 1991 a précisé les objectifs de l'Union européenne en matière de politique étrangère, en se concentrant sur « la résolution des conflits, le renforcement de la sécurité internationale, la promotion de la coopération régionale,

la lutte contre la criminalité internationale et la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme » (Traité sur l'Union européenne 1992 ; Tocci 2007 : 7 ; Stivachtis, Price, Habegger 2013 : 5). En ce qui concerne les conflits, l'Union européenne et ses États membres sont attachés à l'idée de « paix durable », ce qui signifie s'attaquer à la fois aux causes structurelles des conflits ainsi qu'à leurs conséquences et symptômes (Manners 2006). De plus, l'approche de l'Union européenne est centrée sur le « lien établi entre des valeurs telles que les droits de l'homme, la démocratie et la règle de droit, d'une part, et la prévention et la résolution des conflits et la coopération régionale, d'autre part » (Tocci 2007 : 7).

Selon Nathalie Tocci, l'UE utilise trois mécanismes principaux pour promouvoir la paix dans son voisinage : la conditionnalité, l'apprentissage social et l'application passive (Tocci, 2007 :10-18). La première fonctionne dans le cadre d'une politique rationnelle et stratégique, car elle vise à récompenser quelqu'un (c'est-à-dire un pays) sur la base de la réalisation d'une condition qui y est attachée. Tocci distingue par ailleurs la conditionnalité positive, qui implique « la promesse d'un bénéfice, en échange de la réalisation d'une condition prédéterminée », telle qu'une aide économique, et la conditionnalité négative, qui implique « l'infliction d'une punition en cas de violation d'une obligation spécifiée », comme les sanctions économiques (Tocci, 2007 : 10). Cependant, la préférence de l'UE pour une conditionnalité positive, ou « pour la coopération et l'engagement plutôt que les sanctions et la coercition » (Tocci, 2007 : 11) a souvent été soulignée.

Ce mécanisme rationnel de cause à effet, basé sur un calcul coûts-avantages, s'accompagne d'un mécanisme plutôt constructiviste, à savoir l'apprentissage social, qui « se produit à travers une transformation des intérêts perçus (et éventuellement des identités), à mesure que les acteurs nationaux internalisent volontairement les normes et la logique qui sous-tendent le système de l'Union européenne » (Tocci, 2007, 15). Tocci fonde ses arguments sur la notion d'« apprentissage complexe » de Checkel et sur ses hypothèses concernant la capacité des institutions internationales à créer des sentiments de communauté et d'appartenance et à socialiser (Checkel,1990 ; Checkel, 2007). L'apprentissage complexe fait référence au processus par lequel « les agents, en l'absence d'incitations matérielles évidentes, acquièrent de nouvelles valeurs et de nouveaux intérêts ; leur comportement, à son tour, en vient à être régi par de nouvelles logiques d'adéquation » (Checkel, 1990 *apud* Tocci, 2007 : 15).

Troisièmement, le mécanisme d'application passive se produit lorsque l'aide et les avantages de l'UE sont perçus comme étant étroitement liés à des obligations qui « constituent les règles nécessaires qui déterminent le cadre global rendant possible une coopération mutuellement bénéfique » (Tocci, 2007, 17). En conséquence,

« une application passive efficace nécessite également que le tiers ressente un sentiment d'appartenance à l'Europe et/ou désire la coopération/l'intégration avec elle, afin qu'il accepte le caractère obligatoire du coût qui accompagne l'engagement envers l'UE » (Tocci, 2007, 17). Par conséquent, les pays voisins de l'UE ne perçoivent pas nécessairement des conditions dans leurs relations avec l'UE, mais préfèrent internaliser progressivement la règle dans le cadre d'un processus tout au long duquel ils la respectent de manière récurrente.

Face aux relations tendues entre la Serbie et le Kosovo, d'autres s'attaquent aux capacités de gestion des crises de l'UE en se concentrant sur la notion d'approche globale. Elle fait essentiellement référence à « des principes et des processus de collaboration communément compris, améliorant la probabilité d'obtenir des résultats favorables et durables dans une situation particulière » (Bátora, Osland, Peter, 2017 : 7). L'approche globale des crises a été expliquée dans la *Communication sur la Prévention des Conflits* de l'UE, dans laquelle la nécessité de s'attaquer aux causes profondes à différents niveaux de la société (économie, bonne gouvernance, soins de santé et éducation, promotion des droits de l'homme) est détaillée (Bátora, Osland, Pierre, 2017 : 18).

L'UE et le dialogue serbo-kosovar

L'engagement de l'Union européenne en Serbie et au Kosovo a été caractérisé à la fois par un rapprochement temporaire et par des relations tendues et des pièges au cours des vingt dernières années. La majorité des États membres de l'UE ont soutenu l'intervention menée par l'OTAN en 1999 contre la Serbie et l'Union a été un acteur actif au Kosovo, notamment depuis le déploiement d'EULEX, la mission civile agissant dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. Après le renversement de Slobodan Milošević, les relations entre l'UE et la Serbie étaient empreintes d'optimisme quant à la future intégration européenne, mais après l'assassinat de Zoran Djindjić, il y a eu un revers majeur et le refus de la Serbie de coopérer avec le TPIY a entravé le rapprochement. Cependant, un Partenariat Européen a été signé en 2004 (Economides, Ker-Lindsay, 2015 : 1034-1035).

En 2011, l'UE a négocié des pourparlers directs entre la Serbie et le Kosovo. Ce dialogue facilité par l'UE est principalement axé sur la normalisation des relations entre les deux parties (Relations Serbie-Kosovo, 2019 ; Emini, Stakic, 2018). Sur une note positive, le dialogue a été propice à la conclusion du premier Accord de Principes Régissant la Normalisation des Relations, également appelé Accord de Bruxelles, en avril 2013. Ce dernier a été initialement reconnu comme une avancée

majeure et s'est concentré sur « des domaines politiquement très sensibles - tels que la sécurité, l'État de droit, les compétences des autorités locales dans les zones habitées par des Serbes au Kosovo et le système judiciaire » (Emini, Stakic, 2018 : 1). La mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles s'est toutefois révélée être un processus difficile sur le terrain (Emini, Stakic, 2018 : 1-3 ; Batora, Osland, Peter, 2017 : 28-31). Depuis 2015, peu de progrès ont été observés et plusieurs incidents témoignent de la reprise des conflits dans les relations serbo-kosovares.

Les aspects positifs étaient initialement visibles dans les accords conclus sur des questions techniques, telles que le commerce (la Serbie et le Kosovo démontrant leur engagement en faveur d'un commerce bilatéral en franchise de droits), les télécommunications, la liberté de mouvement et l'énergie. Toutefois, ces dernières années, les progrès ont stagné dans presque tous les secteurs. En 2018, les relations économiques et commerciales ont été marquées par des obstacles déclenchés par la hausse des droits de douane sur les importations ; il y a un manque de consensus sur les questions de frontière/franchissement des frontières (même avec des appellations différentes et des récits opposés sur les significations qui leur sont attribuées) ; la coopération régionale est entravée par la question complexe de la reconnaissance, la Serbie annonçant ses tentatives pour convaincre plusieurs pays de retirer leur reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (Emini, Stakic, 2018 ; Serbia-Kosovo Relations, 2019).

Des aspects négatifs majeurs ont joué un rôle dans le ralentissement des progrès du dialogue UE-Serbie-Kosovo. Les structures administratives et politiques parallèles dans le nord du Kosovo ont été soutenues par Belgrade depuis de nombreuses années, tandis que les questions de citoyenneté ont été compliquées par la réticence des autorités kosovares à accepter des documents en langue serbe (ce qui prive certains citoyens serbes du nord du Kosovo de la citoyenneté kosovare). Les tensions se sont intensifiées lorsque le leader politique kosovar Ramush Haradinaj a été arrêté en France en 2017 pour des crimes de guerre présumés, comme le mentionne le mandat d'arrêt émis par la Serbie (Emini, Stakic, 2018 : 2). Un événement tragique s'est produit en 2018, lorsque le leader serbe modéré du Kosovo, Oliver Ivanović, a été assassiné. L'incident du train qui circulait entre Belgrade et le nord de Mitrovica « peint aux couleurs du drapeau serbe et portant les mots "Le Kosovo est la Serbie" dans différentes langues » (Emini, Stakic, 2018 : 2) a également déclenché des troubles. En 2018, le représentant serbe Marko Djurić a été expulsé du Kosovo, provoquant l'indignation en Serbie. En décembre 2018, le Kosovo a décidé de moderniser ses forces de sécurité et de les transformer en une armée à part entière, et la Serbie a été menacée d'une éventuelle réponse militaire (Serbia-Kosovo relations, 2019 : 2).

Tout au long de cette période, l'UE s'est engagée dans le dialogue serbo-kosovar, à la fois en fournissant une aide financière et en insistant sur la nécessité pour les deux parties de parvenir à un accord contraignant propice à une normalisation globale des relations. La conditionnalité et l'apprentissage social, en tant que mécanismes européens de résolution des conflits, ont été mis en œuvre. En 2012, la Serbie a obtenu le statut de candidat à l'UE et les négociations d'adhésion ont débuté en janvier 2014. Le Kosovo est reconnu comme un candidat potentiel par l'UE, après que l'Accord de Stabilisation et d'Association est devenu applicable en avril 2016, promouvant « la paix, la stabilité, la liberté, la sécurité et la justice, la prospérité et la qualité de vie [...] la stabilisation et la transition vers une économie de marché, la coopération régionale et la préparation à l'adhésion à l'UE » (An overview of relations between the EU and Kosovo, 2016).

Une analyse des interactions serbo-kosovares révèle des aspirations à l'intégration européenne, mais aussi des revers déterminés par l'absence d'une véritable réconciliation et la résurgence récurrente du discours nationaliste, des réalités construites parallèles, des déclarations incendiaires et des incidents gravement dommageables. Tout cela pourrait conduire à supposer qu'un véritable rapprochement semble compliqué non seulement par la question de la reconnaissance, mais aussi par un nationalisme persistant et manifeste. Mais nous affirmons que le nationalisme est une manifestation temporaire de menaces perçues non résolues et de traumatismes collectifs non guéris, causés par des griefs violents passés, et qu'il n'est pas du tout endémique aux Balkans occidentaux. En ce sens, nous affirmons que toute tentative de réconcilier la Serbie et le Kosovo nécessitera non seulement du temps, de la patience ou un engagement de longue date, mais aussi l'intensité et la densité des interactions de l'UE avec les deux parties. Comme expliqué dans des études précédentes, nous soulignons la nécessité de redéfinir la zone des Balkans occidentaux dans le discours et les pratiques de l'UE afin d'éviter les réifications de caractéristiques négatives selon des lignes de séparation géographiques, historiques et civilisationnelles (Herța, 2020). Néanmoins, nos questions de recherche sont toujours d'actualité : quelle est l'efficacité des outils de résolution des conflits de l'UE face aux rivalités ethniques ? La promotion des normes et valeurs démocratiques constitue-t-elle une réponse efficace aux conflits ethniques et à la violence sociale ? Le pouvoir normatif de l'UE a-t-il un impact positif sur les relations serbo-kosovares ? Le respect des normes est-il une forte incitation à surmonter le nationalisme ? Si oui, est-ce visible dans les relations serbo-kosovares ou dans leurs relations avec l'Union européenne ?

L'Union européenne, en tant que puissance normative, aurait/devrait avoir un impact sur les relations serbo-kosovares non seulement au niveau rationnel du calcul coûts-avantages, compte tenu du corollaire de la conditionnalité de l'UE, mais surtout au niveau de la socialisation, de la diffusion et de l'appropriation des

normes. L'idée est que l'UE agirait en tant qu'organisme fixateur de normes, en transférant un ensemble de connaissances et de croyances partagées relatives aux valeurs fondamentales (paix durable, droits de l'homme, bonne gouvernance etc.), puis que les élites politiques, en tant qu'« agents du changement », intégreraient une telle normativité et fonctionnerait en tant qu'« entrepreneurs de normes » (Börzel, Risse, 2000 : 9 ; Tocci, 2007 : 15) et, enfin, les sociétés, les groupes, les communautés et les individus/citoyens joueraient le rôle de destinataires de normes, incorporant ainsi de telles normes et valeurs. Cette approche descendante risquerait bien sûr d'« européeniser » les élites, mais pas tellement les sociétés dans leur ensemble. Mais un engagement actif au niveau de la société (population locale, ONG constamment exposées aux interactions et pratiques de l'UE) garantirait la diffusion et l'appropriation d'une telle normativité.

Spyros Economides et James Lindsay-Ker ont analysé le processus de normalisation serbo-kosovar et ont abordé le terme « européenisation de pré-adhésion », basé sur l'idée que l'UE a façonné un modèle de relations dans lequel les pays candidats doivent se soumettre à une européenisation comme condition préalable à l'adhésion, et non par suite d'une intégration. L'argument des chercheurs est que « plutôt que de subir un processus d'eupéanisation, par lequel une transformation fondamentale de la logique sous-jacente et des processus de prise de décision s'est produite, comme certains l'ont soutenu, les changements dans la politique de la Serbie sont en fait basés sur des préoccupations matérielles » ; par conséquent, cela est révélateur d'une « politique d'«eupéanisation pré-adhésion» rationnellement instrumentale plutôt que d'un processus d'eupéanisation normative adaptative tel qu'il est plus conventionnellement compris dans la littérature » (Economides, Lindsay-Ker, 2015 : 1027). Cela implique une forme d'adaptation pragmatique au modèle et l'absence d'une véritable appropriation des normes. Les auteurs affirment que les relations de la Serbie avec le Kosovo sont basées sur l'opportunisme politique plutôt que sur « la convergence ou le changement d'identité » (Economides, Lindsay-Ker, 2015 : 1027-1044). L'essentiel du processus d'eupéanisation repose sur la capacité de l'Union européenne à remodeler les comportements et à changer les identités et les intérêts grâce à une forte adhésion et une réelle incorporation de valeurs fondamentales, qui pourraient être considérées comme non négociables (voir détails sur cette notion dans Pop-Flanja, 2015 : 177), et non à cause d'un calcul rationnel et d'une réadaptation pratique. On peut donc facilement observer que les aspects problématiques concernent non seulement la manière dont certains pays réagissent au modèle de l'UE et la manière dont ils pourraient rendre l'eupéanisation instrumentale, mais aussi la manière dont l'UE devrait régulièrement (re)constituer, perpétuer, renforcer, réaliser les éléments essentiels du processus d'eupéanisation de manière co-constitutive, c'est-à-dire à la fois en tant que structure et en tant qu'agent.

Thomas Diez a soutenu que « la puissance normative de l'Europe » est une construction discursive plutôt qu'un fait objectif, et que le « pouvoir de la puissance normative de l'Europe » réside dans l'identité qu'elle fournit à l'UE et dans les changements qu'elle impose aux autres, en partie à travers son statut hégémonique » (Diez, 2005 ; Diez et Pace, 2007 : 2). De plus, Diez et Pace affirment que « l'autoconstruction de l'UE en tant que puissance normative a des effets positifs sur son influence potentielle pour provoquer une transformation positive des conflits, tout en restant problématique dans l'altérité qu'elle réalise » (Diez, Pace, 2007 : 2). L'UE reste un acteur clé dans la transformation et la résolution des conflits, mais à travers ses efforts d'engagement, d'assistance et de consolidation de la paix, l'Union européenne vise également à socialiser les agents/acteurs, à modéliser les identités et à jeter les bases d'une application passive des règles. Est-ce que cela fonctionne dans le triangle UE-Serbie-Kosovo ? Si non, pourquoi ?

Conclusion

Nous pensons que les résultats positifs des processus d'européanisation ne peuvent être observés qu'à long terme et qu'ils dépendent de la patience et d'un engagement de longue date de l'UE, ainsi que de l'intensité, de la densité et de la durabilité des interactions de l'UE avec les deux parties à un conflit. L'engagement de l'Union européenne et ses corollaires d'européanisation ne peuvent pas déclencher une transformation rapide dans les zones en proie à des conflits et ne peuvent pas non plus faire avancer la réconciliation sans répondre aux griefs du passé, problèmes douloureux de la mémoire collective des communautés locales. De plus, si l'européanisation implique un processus dans lequel le sentiment d'européanité appartient uniquement à une partie de l'Europe et est considéré comme *terra incognita* pour d'autres, il est juste de supposer que le résultat ne fera que renforcer la création de l'*altérité*. En outre, cela renforcera la différence marquée entre l'européanité telle qu'elle est ancrée dans l'identité des citoyens de l'UE et son absence en Serbie et au Kosovo. Cela ne facilitera ni ne permettra certainement les effets positifs, associés à l'européanisation, dans le conflit serbo-kosovar. L'idée n'est pas de rendre la Serbie et le Kosovo européens, car ce sont des pays du sud-est de l'Europe. L'objectif devrait plutôt être de les engager dans un dialogue cohérent et persistant, afin de faire progressivement de l'intégration européenne une priorité (en raison à la fois de l'attrait matériel et de la légitimité des valeurs fondamentales de l'UE). Cette forme d'engagement à long terme dans la transformation des conflits pourrait produire une transformation normative et serait basée sur l'attente qu'avec le temps, tous deux surmonteront les griefs du passé, les récits et les images miroirs parallèles ou antagonistes,

basés sur des représentations vertueuses de soi et de la culpabilité attribuée à l'autre camp et percevront l'intégration européenne comme la meilleure solution. Cette dernière serait non seulement rationnellement calculée, en raison de préoccupations économiques, mais serait perçue comme naturelle et légitime pour les régions de l'ex-Fédération yougoslave dont le développement actuel est entravé par les événements passés et les conflits violents, et non par un manque total de désir d'accepter valeurs et normes.

Il ne s'ensuit pas qu'il faille sous-estimer les revers, ni que les provocations dans les relations serbo-kosovares doivent être traitées à la légère, ni que le discours nationaliste doive être toléré. Cela ne signifie pas non plus que la promotion des droits de l'homme et la bonne gouvernance soient négociables. Des résurgences du nationalisme ou du populisme peuvent toujours se produire, mais elles ne sont ni endémiques ni insurmontables. L'eupéanisation est un processus et non une stratégie européenne limitée. Par conséquent, l'UE doit constamment remplir ses fonctions essentielles et renforcer ses principales caractéristiques, tant de manières endogène qu'exogène.

Bibliographie

Axelrod, R. 1986. « An Evolutionary Approach to Norms ». *American Political Science Review*, 80 (décembre).

Bátora, J., Osland, K. and Peter, M. 2017. *The EU's Crisis Management in the Kosovo-Serbia Crises*, EUNPACK. [En ligne] : <http://www.eunpack.eu/publications/eus-crisis-management-kosovo-serbia-crises> [consulté le 28 novembre 2023].

Börzel, T. A., Risse, T. 2000. « When Europe Hits Home: Europeanization and Domestic Change ». *European Integration Online Papers*, 4:15.

Checkel, J. 1999, « Sanctions, Social Learning and Institutions: Explaining State Compliance with the Norms of the European Human Rights Regime ». *Arena Center for European Studies*, University of Oslo.

Checkel, J. 2007. International Institutions and Socialization in Europe: Introduction and Framework. In : Jeffrey T. Checkel (éd.). *International Institutions and Socialization in Europe*, Cambridge : Cambridge University Press.

Diez, T. 2005. « Constructing the Self and Changing Others: Reconsidering 'Normative Power Europe' », *Millennium: Journal of International Studies*, 33 (3).

Diez, T., Pace, M. 2007. *Normative Power Europe and Conflict Transformation*, Paper for Presentation at the 2007 EUSA Conference, Montreal, 17-19 mai 2007.

Economides, S., Ker-Lindsay, J. 2015. « 'Pre-accession Europeanization': the case of Serbia and Kosovo » *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 53 (5).

Emini, D., Stakic, I. 2018. *Belgrade and Pristina: lost in normalisation?*, European Union Institute for Security Studies (EUISS). [En ligne] : <https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief%205%20Belgrade%20and%20Pristina.pdf> [consulté le 27 novembre 2023].

Herța, L. 2020. Why Re-Imagining the Western Balkans is Important for the New European Union. In : Valentin Naumescu (ed.), *The New European Union and Its Global Strategy: from Brexit to PESCO*, Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, p. 237-256.

Manners, I. 2002. « Normative Power Europe: A Contradiction in Terms? ». *Journal of Common Market Studies*, Vol. 40. N° 2.

Manners, I. 2006. The constitutive nature of values, images and principles in the European Union. In : Sonia Lucarelli; Ian Manners (éditeurs). *Values and Principles in European Union Foreign Policy*, London et New York : Routledge.

Pop-Flanja, D. 2015. « Challenges in International Negotiations: Cultural Background and Context ». *Review of the Air Force Academy*, n° 3 (30), Braşov, «Henri Coandă” Air Force Academy Publishing House.

Serbia-Kosovo relations. Confrontation or normalisation?, Parlement Européen, 2019. [En ligne] : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/635512/EPRS_BRI\(2019\)635512_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/635512/EPRS_BRI(2019)635512_EN.pdf) [consulté le 28 novembre 2023].

Rosencrance, R. 1998. The European Union: A New Type of International Action. In : Jan Zielonka (éd.). *Paradoxes of European Foreign Policy*, La Hague : Kluwer Law International.

Service diplomatique de l'Union européenne. 2016. *An overview of relations between the EU and Kosovo, European Union Office in Kosovo*, [En ligne] : https://www.eeas.europa.eu/kosovo/eu-and-kosovo_en?s=321 [consulté le 28 novembre 2023]

Stivachtis, Y, Price, C., Habegger, M. 2013. « The European Union as a Peace Actor ». *Review of European Studies*, Vol. 5, n° 3.

Tocci, N. 2007. *The EU and conflict resolution. Promoting peace in the backyard*. New York : Routledge.

Traité sur l'Union européenne 1992. [En ligne] : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:11992M/TXT> [consulté le 29 novembre 2023].